PANTHÉON SORBONNE
UNIVERSITÉ PARIS 1

Journées Inter-réseaux Thématiques

de l'Association française de sociologie

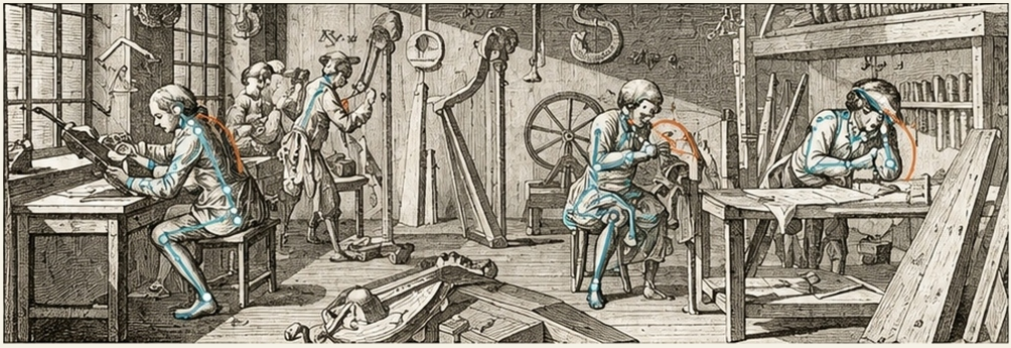
RT 23 — Travail, activité, technique
RT 41 — Corps, techniques et société

Généalogie de l'incarné

Faire une socio-histoire du corps et des techniques ?

Enjeux épistémologiques et méthodologiques

3 & 4 DÉCEMBRE 2026



Création graphique d'après la planche « Les différents travaux des artisans dans une lutherie », dans *L'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert.

ARGUMENTAIRE & PROGRAMME

Jeudi · Amphithéâtre Liard, Sorbonne
17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris

Vendredi · Salle D17, Centre Censier
13, rue Santeuil, 75005 Paris

Inscription : formulaire en ligne
marco.saraceno@univ-paris1.fr

AfS CETCOPRA

Avec le soutien de la Chaire Santé-SHS Paris 1

Argumentaire

« Le sociologue, l'historien, je suis de ceux qui, entre ces deux noms, ne voient nul abîme. » (Marc Bloch, Revue historique, 1934, t 173, p 4)

Le 16 juin 2026, l'historien Marc Bloch (1886-1944) fera son entrée au Panthéon. Du parcours de l'intellectuel opposé à une « histoire historicisante », les sciences humaines ne retiennent pas uniquement le martyr par la Gestapo. Marc Bloch, fondateur avec son aîné Lucien Febvre de l'Ecole dite des Annales, et de la revue qui en inspira le nom (Les Annales d'histoire économique et sociale, 1929[1]), et avec Febvre réformateurs de leur discipline, a légué aux sciences sociales les prémices d'un défi : ouvrir un dialogue raisonné et continu entre les disciplines, décloisonner les pratiques, construire une « science des hommes » comparatiste, inventive, affranchie des excès des méthodistes, et ancrée dans le présent. Une « histoire du temps présent » (Febvre) qui projette de « comprendre le présent par le passé » (Bloch, 1949).

Selon Jean Stengers, Bloch fut « un des historiens qui ont le plus reçu de la sociologie » (Stengers, 1953) ; particulièrement de la sociologie durkheimienne dont il retient l'importance des groupes sociaux, et la force des représentations collectives. Cette inspiration durkheimienne s'est toutefois heurtée à au moins deux obstacles que Bloch et Febvre souhaitaient pareillement franchir : le dédain de la sociologie pour « la vie la plus intimement individuelle », et sa tendance à une lecture linéaire et orientée du temps, portée par une tendance à rechercher les « lois ».

La question de la genèse des phénomènes sociaux a en effet traversé les sciences sociales naissantes. Durkheim et Mauss — qui intégraient l'ethnologie à la sociologie, rappelons-le — cherchaient déjà, dans leurs œuvres fondatrices, à remonter à la formation des faits contemporains. Cette enquête supposait de dégager un point de départ, souvent de nature « anthropologique », à partir duquel la logique d'un phénomène pouvait se déployer. La genèse était alors pensée comme le moment d'émergence où la structure devait se révéler dans sa forme la plus élémentaire.

Au cours du XXe siècle, notamment avec l'École des Annales, l'histoire s'est donc constituée comme science sociale en rentrant en contact avec la démarche sociologique. Abandonnant les « idoles » de l'histoire des grands faits politiques dénoncée par l'historien du travail durkheimien François Simiand (1903), elle s'est dotée de méthodes et de critères d'administration de la preuve fondée notamment sur la maîtrise des sources archivistiques Elle a élaboré une réflexion méthodologique poussée sur le sens de la preuve historique, sur le statut des sources et sur la construction de séries temporelles avec, dans le même mouvement, une attention spécifique aux singularités, aux discontinuités et aux configurations irréductibles des faits passés (Bloch, 1949).

D'autre part, après la seconde guerre mondiale, la sociologie a connu une « seconde fondation » (Chapoulie, 1991), portée par des méthodes empiriques attentives aux logiques synchroniques. (Re)découvrant les apports de la sociologie compréhensive, puis des méthodes interactionnistes, elle s'est renouvelée en se détachant des ambitions plus anciennes de dégager des structures socio-anthropologiques des phénomènes. Inversant le cheminement, ce sont les sociologues – et certains anthropologues – qui reprirent langue avec les historiens. La reconnaissance du caractère profondément social des formes d'engagement individuel appelle en effet progressivement à regarder les manières situées d'agir comme étant le résultat de stratifications de sens dont il faut retracer la généalogie. Certains domaines de recherches, et singulièrement ceux qui s'intéressent aux techniques, ou aux corps - vivant ou mort - en furent particulièrement promoteurs et inspirés.

1 La revue est devenue Annales. Economies – Sociétés – Civilisations à partir de 1946, puis Annales. Sciences sociales à partir de 1994.

L'attention progressive de la sociologie à la dimension incarnée des dynamiques sociales a imposé en effet de reconnaître que le corps, les sensibilités et les solutions techniques ne sont ni des constantes anthropologiques, ni des invariables naturel mais qu'ils se transforment, et s'institutionnalisent à travers le temps. Ainsi la redécouverte progressive par la sociologie des travaux sur l'hexis corporelle de Norbert Elias ou encore des recherches sur les techniques de Marcel Mauss s'est accompagné de la rencontre d'un terrain déjà balisé par les historiens. Les continuateurs de l'école des Annales et en particulier Fernand Braudel (1967) avaient en effet ouvert cette voie en intégrant à l'histoire la « vie matérielle » comme problème scientifique à part entière, montrant la façon dont les objets quotidiens, les pratiques du corps et les techniques constituent des mondes de sens historiquement constitués. Les pratiques corporelles se sont ainsi imposées comme un champ majeur de l'histoire sociale. Les travaux d'Alain Corbin et de Georges Vigarello illustrent parfaitement cette dynamique qui aboutira à la publication d'une Histoire du corps en trois tomes, telle une synthèse de trois décennies de recherches (Corbin, Courtine, Vigarello, 2005).

Depuis les années 1990, la démarche socio-historique s'est progressivement affirmée jusqu'à constituer aujourd'hui une approche reconnue – bien que non stabilisée – au sein de la sociologie. D'abord élaborées à partir des travaux consacrés à l'État et aux politiques sociales, les définitions de la socio-histoire demeurent plurielles et parfois indéterminées. Oscillant entre une conception de la socio-histoire comme simple « label » (Buton et Mariot, 2026) et son appréhension comme démarche dotée d'une épistémologie spécifique (Noiriel, 2008), les débats relatifs à la position de ce courant à la croisée de la sociologie historique et de l'histoire sociale demeurent nourris. La journée-et-demi d'étude que nous proposons ne vise pas à rouvrir cette controverse terminologique, mais plutôt à interroger le regain d'intérêt pour la réflexion sur le statut de la preuve historique dans l'explication des faits sociaux contemporains, ainsi que ses rapports avec l'attention croissante portée, en sociologie, aux formes d'engagement situées et incarnées. C'est cette généalogie de l'incarné qui nous paraît en effet être l'un des apports majeurs de ce que l'on nomme « socio-histoire ». Une démarche qui, avançant « comme l'écrevisse » (Foucault, 2004), remonte des pratiques et des usages vers les discours et les choix technico-sociaux qui redessinent dispositifs et catégories.

C'est donc à la croisée des objets d'étude des réseaux thématiques de l'Association Française de Sociologie consacrés aux corps, aux techniques, au travail et à l'activité, et dans la continuité des travaux menés au sein du Centre d'Étude des Techniques, des Connaissances et des Pratiques de l'Université Paris 1, que nous reprenons l'hypothèse d'une socio-histoire afin d'en questionner les fondements épistémologiques, les méthodes et les savoir-faire.

Chercheur co-fondateur de ces deux réseaux de recherches et directeur du CETCOPRA pendant plus de dix an, Thierry Pillon incarne particulièrement bien cette démarche socio-historique au carrefour du corps, de la technique et des engagements situés. Ses écrits, ses références, comme ses collaborations en témoignent[2]. Circulant entre les récits littéraires et les biographiques d'ouvrier.es (Pillon, 2012), les traités techniques et administratifs qui régissent les espaces de travail (Pillon, 2019), ainsi que la littérature médicale et physiologique du XIXe siècle (Pillon, 2007), ses travaux montrent comment la socio-histoire peut accéder à la matérialité incarnée des pratiques de travail par l'esquisse de leur genèse. Cette circulation même révèle les tensions constitutives de la méthode socio-historique : entre la singularité du document et l'ambition de construire des séries historiques ; entre le témoignage situé d'une expérience et l'établissement de continuité. Nous dialoguerons donc avec l'œuvre et avec son auteur, pour construire et animer une journée-et-demi d'étude

2 Citons par exemple ses collaborations avec l'historien Georges Vigarello à l'EHESS, sa direction du CETCOPRA, Centre d'étude des techniques des connaissances et des pratiques (Paris 1) au cours de laquelle le laboratoire a rejoint la chaire Santé SHS de Paris 1(dirigée par l'historienne Judith Rainhorn), sa direction du Master pluridisciplinaire Techniques, patrimoines, territoires de l'industrie (TPTI Paris 1).

autour de la socio-histoire, déclinée autour des corps et des techniques, du travail, de l'activité.

La journée-et-demi d'étude que nous proposons réunira donc sociologues, historiens et chercheurs intéressés par les problèmes concrets de méthode qui structurent la démarche socio-historique : quelles sources historiques mobiliser pour expliquer l'émergence des faits sociaux contemporains ? Comment construire une histoire du temps long qui ne soit ni une quête des origines ni une simple contextualisation du présent ? Comment articuler l'étude des discours et celle des faits matériels ? Comment circuler entre domaines historiques différents sans perdre la cohérence analytique ? Les échanges viseront à explorer trois questions méthodologiques majeures. Plutôt que de prétendre définir une méthode générale de la socio-histoire, qui probablement n'existe pas, nous ouvrirons la réflexion à la pluralité des solutions empiriques mises en œuvre, avec plus ou moins de succès, pour aborder ces questions.

1. Construire une histoire à partir des séries : le particulier et le général

La socio-histoire s'intéresse principalement aux séries et aux cycles, permettant d'identifier des régularités qui transcendent l'anecdotique. Cette orientation a un coût : elle tend à délaisser les singularités et les particularités historiques. Privilégier la série, c'est risquer de laisser de côté ces moments de condensation où se nouent des configurations uniques, irréductibles aux régularités.

Cette question renvoie aux débats qui opposèrent Michel Foucault (1980) et certains historiens autour de sa méthode généalogique et que le philosophe avait résumée par la fameuse métaphore du nuage et de la poussière, s'affirmant comme quêteur depuis les nuages. Mais ce qui se noue ici c'est aussi cette question structurelle des sciences sociales, celle de la circulation entre le particulier et le général, et celle donc d'une science idiographique capable non seulement de décrire le particulier, mais également de l'expliquer par des relations de causalité (Weber, 2023). Comment transformer l'observation d'un fait contemporain particulier - une technique de travail, une pratique gestuelle, un discours - en un élément d'une série historique ? Comment maintenir l'intelligence des faits sans renoncer à la construction de régularités ? Faut-il abandonner les documents singuliers au profit de grandes séries construite à l'aide d'outils statistiques, ou peut-on concevoir une sérialité qui s'appuierait sur l'analyse fine de la matérialité historique — des gestes, des espaces de travail, des objets techniques ?

Les travaux contemporains sur l'histoire du corps au travail montrent que cette articulation est possible mais exigeante : les gestes singuliers décrits par une ouvrière ou un ouvrier (Pillon, 2012) s'inscrivent-ils – et comment en rendre compte ? - dans des transformations de sensibilités portées par la littérature, les arts, mais aussi la médecine et la politique ? La singularité d'une configuration spatiale révèle-t-elle les besoins organisationnels qui évoluent avec les techniques architecturales et les formes de management ? Ces objets obligent à penser la relation entre le cas et la série non comme une opposition, mais comme une tension à explorer empiriquement. C'est à ces explorations que nous inviterons les contributeur.ices des journées d'étude. Les contributions pourront présenter les enjeux méthodologiques et théoriques attachés à différentes typologies de séries. Comment présenter la généalogie d'un objet en évitant l'évolutionnisme technologique ? Comment mettre en série des images en conservant la spécificité du contexte iconographique de chaque période ?

2. Remonter les généalogies : quelles profondeurs historiques pour les faits contemporains ?

Un des gestes fondateurs d'une démarche socio-historique consisterait à identifier un problème social actuel, puis à remonter à ses origines historiques pour comprendre comment il s'est constitué[3]. Ce mouvement engage une temporalité spécifique : la construction d'une histoire du temps long capable de rendre intelligible l'épaisseur historique des phénomènes présents.

Or, cette histoire du temps long, pour les socio-historiens du moins, demeure souvent limitée à la trajectoire de la société industrielle, et plus précisément aux XIXe et XXe siècles. Cette délimitation chronologique répond à une conviction : les problèmes contemporains trouvent leur source dans les ruptures de la « double révolution » de la fin du XVIIIe siècle qui a stimulée l'émergence des sciences sociales (Nisbet, 1984). Cette limite est-elle méthodologiquement assumée ou reste-t-elle un impensé ? La profondeur historique gagnée par la remontée généalogique ne s'arrête-t-elle pas parfois de façon arbitraire ou stratégique, dans les pratiques des sociologues qui pratiquent ces détours historiques ?

Inversement, faut-il systématiquement remonter aux « commencements » de la société industrielle pour éclairer les phénomènes présents, ou la pertinence de la profondeur historique varie-t-elle selon l'objet d'étude ? La socio-histoire ne retombe-t-elle pas parfois par cette démarche dans l'obsession des « formes élémentaires » ? Plus généralement, comment justifier empiriquement les limites temporelles de son enquête socio-historique ?

Les recherches actuelles montrent que les temporalités du temps long ne sont pas uniformes : l'histoire des techniques ne se déploie pas selon les mêmes rythmes que celle des représentations, ni l'histoire du travail comme activité selon ceux de l'évolution des formes d'organisation. La généalogie d'un phénomène social contemporain exige donc une attention fine à ces temporalités hétérogènes et à la façon dont elles s'articulent. Elle suppose aussi de distinguer entre les ruptures majeures et les continuités souterraines qui structurent les configurations historiques. Nous attendons donc des contributions qui interrogerons ces voyages dans le temps, et les modalités pratiques de leurs découpages, confrontations, ou adossements. En particulier, nous souhaitons inviter les contributrices et contributeurs à réfléchir à l'articulation entre la temporalité de la matérialité du social et celle des sensibilités. La question des espaces de travail est, de ce point de vue, particulièrement heuristique : reconstruire la généalogie des contextes matériels de production implique de recueillir des traces qui s'inscrivent dans des régimes de temporalité différents – histoire de l'architecture et des infrastructures, transformations des dispositifs techniques, mais aussi évolution des perceptions, des usages et des imaginaires attachés à ces environnements.

3 C'est ainsi que Lucien Febvre notamment, proposait de procéder pour pratiquer une « histoire-problème » ; le problème étant une préoccupation du temps – présent - de la recherche telle que le.la chercheur.euse l'engage.

3. Mobiliser les sources : entre discours et matérialité des faits

L'examen des travaux des sociologues pratiquant une socio-histoire révèle une préférence marquée pour les sources imprimées[4] plutôt que pour les archives[5]. Ces sources sont en effet plus faciles à mettre en série. On peut par exemple constituer des corpus de manuels, de revues, et en analyser les contenus, avec les outils habituels de la sociologie, des analyses sémantiques, lexicométriques ou autres. Par ailleurs les sources imprimées rendent visible la cristallisation sociale d'un discours — la manière dont les idées et les représentations se sont institutionnalisées dans des contextes sociaux spécifiques.

Ce choix comporte un risque majeur : en délaissant les archives, la socio-histoire pourrait ne s'intéresser qu'aux discours, et ignorer les faits eux-mêmes. Or, l'archive est précisément ce qui révèle les hésitations, les contradictions, les non-dits de l'activité humaine — ce qui échappe au discours formalisé. Entre les sources imprimées qui cristallisent le discours, et les archives qui fragmentent la matérialité, comment construire une socio-histoire qui articule à la fois la structuration discursive des phénomènes et la matérialité des faits ? Cette question vaut tout particulièrement pour les « archives du corps » – dossiers médicaux et médico- légaux, protocoles d'expertise, films et photographies de gestes, traces biomécaniques ou ergonomiques – qui exigent de combiner lecture des énoncés, analyse des dispositifs d'enregistrement et attention aux situations d'observation.

Les recherches contemporaines montrent que la combinaison de sources hétérogènes — discours, documents imprimés, archives visuelles, traces matérielles — permet de rendre intelligibles les transformations factuelles que les imaginaires et les discours produisent. Si en effet il n'est pas possible de se limiter à étudier ce que disent les discours publics ou théoriques sur les techniques de travail ou les gestes professionnels par exemple, repérer les effets de ces discours dans des contextes pluriels, identifier les tentatives de les traduire en actions concrètes par des brevets ou des discours commerciaux permet d'accéder à une forme de matérialité historique de l'activité.

Cela signifie que la socio-histoire doit se permettre une certaine liberté de circulation entre sources aux statuts différents : elle peut tisser des connexions entre l'histoire du travail, celle de l'art, du cinéma, du design, de l'espace urbain, dès lors que ces connexions sont empiriquement justifiées par la continuité ou la parenté des phénomènes qu'elle entend éclairer. Mais cette liberté exige une vigilance méthodologique constante : elle doit pouvoir expliciter comment elle construit la pertinence de cette circulation entre domaines historiques.

Qu'en est-il, une fois encore, dans les pratiques de travail de sociologues qui se réclament de la socio-histoire ? Quelles méthodes mettent-ils ou elles en œuvre pour trouver leurs sources, constituer leurs corpus ? Où cherchent-ils ou elles et de quelle manière ? Comment opèrent-ils ou elles pour circuler entre les sources ?

4 Parmi les sources écrites, celles qui renvoient à la catégorie des « imprimés », notamment des journaux, brochures et autres textes, sont privilégiées par les chercheur.euses, probablement en raison de leur accès plus aisé. Cette tendance est accentuée par la numérisation opérée par les structures habituelles de la conservation des documents. Ajoutons que la période généralement considérée par les socio-historiens, comme nous venons de la voir (2), est aussi celle de la massification de l'impression de ce type de document, à partir du milieu du XIXe siècle.

5 On entend par là la grande diversité de documents et objets pouvant être conservés, selon l'article L211-1 du Code du Patrimoine, soit : « L'ensemble des documents, quel que soit leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support, produits ou reçus par toute personne physique ou morale et par tout service ou organisme public ou privé dans l'exercice de leur activité. »

Jeudi 3 décembre

Amphithéâtre Liard · Sorbonne

10h00-10h30 Accueil

10h30–11h00 · Introduction
Marco Saraceno (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Valérie Souffron (Université Paris 1), *« Faire une socio-histoire du corps et des techniques ? Quels enjeux ? Quelles pratiques ?».*

11h00-12h30 : Du corps singulier au corps collectif : traces et institutions

Présidence de session : François Vatin, (Université Paris Nanterre)

Christophe Granger (Université Paris Saclay), *Peut-on comprendre un geste ?*

Elise Guillard (Université de Lausanne), *Le problème à trois corps - Croire, savoir et pouvoir dans la science contemporaine*

12h30-14h00 : Déjeuner

14h00-15h30 : Savoirs et pouvoir sur les corps : aux sources des dominations incarnées

Présidence de session : Marie-Pierre Julien (Université de Lorraine)

Aurore Koechlin (Université Paris 1), *Étudier l'émergence, la consolidation et la déstabilisation de la norme gynécologique en France (1931-2018) : ce que la socio-histoire fait à l'enquête sociologique*

Delphine Peiretti-Courtis (Université Aix-Marseille), Elodie Edwards-Grossi (Université Paris Dauphine), *Circulations et systématicités : les artisans de la race et leurs usages du passé*

15h30-15h45 Pause

15h45-17h45 : Raconter et consigner les expériences corporelles : littérature et archives

Présidence de session : Gwenaëlle Rot (SciencesPo Paris)

Elsie Mégret (Université de Lorraine), *Croiser les publications et les archives médicales : production et circulation des savoirs en auxologie au tournant des XIXe et XXe siècles.*

Judith Rainhorn (Université Paris 1), *Le papier peint, le pastiche et l'archive : mettre en récit les corps à l'épreuve des poisons domestiques*

Guillaume Lecoeur (CNAM) : *Suivre les mots pour retrouver les corps. Une méthode généalogique de la fatigue et du stress au travail*

17h45-18h15 : Discussion et conclusion de la première journée

19h Dîner

Vendredi 4 décembre

Salle D17 · Centre Censier

8h30-9h00 Accueil

9h00-10h30 : Les traces des espaces : ce qui reste d'un environnement, entre sensibilités et infrastructures

Présidence de session : Jean Marc Weller : (LISIS-CNRS)

Mathilde Sergent-Mirebault (Université Paris 1), *Prendre au sérieux son lieu : remonter le fil et les traces de la mise en patrimoine numérique à partir de la découverte de la Cité des archives contemporaine à Fontainebleau.*

Manon Beaucourt (Université de Strasbourg), *Le corps sous contrôle, l'enquête sous contrainte : retracer la genèse sociotechnique de l'inspection-filtrage des passagers aériens*

10h30-12h00 : Expériences et normes au travail : généalogies de l'activité.

Présidence de session : Sylvie Célérier (Université de Lille)

Robert Nardone (CNAM) : *De l'observation scientifique du geste à la critique du travail industriel Chronophotographies, cinématographies et représentations du corps au travail*

Alexandra Bidet (CMH-CNRS) : *Activité et histoire : comment les normes se font-elles ?*

12h00-12h15 Pause

12h15–13h15 · Discussion autour d'une socio-histoire des corps
Avec Georges Vigarello et Thierry Pillon, sur la base du livre de G. Vigarello, *Les logiques du corps*.

13h30-14h30 Déjeuner